

Canada
Province de Québec
District de Québec

DÉCLARATION SOLENNELLE

Je soussigné, **Paul LAFLEUR**, résidant et domicilié au [REDACTED], Québec, province de Québec, [REDACTED] préalablement à la déclaration solennelle faisant l'objet des présentes, déclare ce qui suit, à savoir:

- a) Je déclare que mon adresse de résidence est le [REDACTED] Québec, province de Québec, [REDACTED] et non le [REDACTED], province de Québec, [REDACTED]
- b) Le 2 décembre 2014, je reconnais avoir reçu de la « *Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction* » un préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédure de ladite Commission;
- c) Aux termes dudit préavis, l'on m'avisait de la possibilité *que les commissaires tirent les conclusions suivantes me concernant*, à savoir :
 1. *D'avoir participé, à titre de président de la firme BPR, au financement sectoriel, et ce, tant au niveau municipal que provincial;*
 2. *De ne pas avoir respecté les règles de financement, notamment en ayant eu recours aux prête-noms pour légitimer les contributions politiques effectuées au nom de la firme Roche aux partis municipaux et provinciaux;*
 3. *D'avoir utilisé ses liens avec les partis politiques ainsi que certains chefs de cabinet afin de procurer un avantage concurrentiel à BPR en obtenant des rencontres avec des attachés politiques.*
- d) Mention y était également faite que :
 - i. *Toutefois, ce préavis ne constitue pas une indication que les conclusions, ainsi énumérées, seront nécessairement retenues par les commissaires ou feront l'objet du rapport final... .*
 - ii. *...les conclusions que pourraient tirer les commissaires concernant ces faits sont uniquement des conclusions de faits et d'opinion et ne lient pas les tribunaux appelés à examiner le même objet, et ce, quelle que soit leur juridiction.*
- e) Finalement, après m'avoir indiqué la procédure à suivre si je voulais :
 1. **Me faire entendre par la Commission;**
 2. **Produire des documents;**
 3. **Faire entendre des témoins.**

L'on m'invitait, si je désirais obtenir plus de précisions ou si j'avais des questions, à communiquer avec **Me Sonia LEBEL**, procureure en chef ou **Me Simon TREMBLAY**,



procureur en chef adjoint, ce que j'ai effectivement fait.

- f) À la suite de cet entretien avec Me Sonia LEBEL, je lui ai transmis par courriel en date du 12 décembre 2014, mes remarques quant aux conclusions possibles ci-dessus énoncées au paragraphe c) des présentes, mes remarques pour chacune des conclusions possibles s'énonçant dans ledit courriel sont ci-après relatées ;
- g) Le 22 avril 2015, un courriel m'a été adressé m'enjoignant de faire parvenir une déclaration assermentée concernant les éléments (commentaires) apparaissant dans mon courriel du 12 décembre 2014 ;

C'EST POURQUOI LES PRÉSENTES, je déclare **solennellement** ce qui suit, à savoir :

Mes remarques quant aux conclusions possibles ci-dessus énoncées au paragraphe c) des présentes et apparaissant dans mon courriel du 12 décembre 2014 s'énoncent comme suit :

- a) Quant à l'**article 1** soit : « *d'avoir participé, à titre de président de la firme BPR, au financement sectoriel, et ce, tant au niveau municipal que provincial;* »

Remarque :

1. Aucune remarque ;

- b) Quant à l'**article 2**, soit : « *De ne pas avoir respecté les règles de financement, notamment en ayant eu recours aux prête-noms pour légitimer les contributions politiques effectuées au nom de la firme Roche aux partis municipaux et provinciaux;* »

Remarque :

2. Nous n'avons jamais utilisé le système de prête-noms sous ma présidence ; les associés de BPR contribuaient et ils n'étaient pas remboursés. Également le mot « ROCHE » est assurément une erreur dans ce paragraphe.

- c) Quant à l'**article 3**, soit : « *D'avoir utilisé ses liens avec les partis politiques ainsi que certains chefs de cabinet afin de procurer un avantage concurrentiel à BPR en obtenant des rencontres avec des attachés politiques.* »


Remarque :

3. Cette phraséologie me paraît trop inclusive en ce qui me concerne. Ce n'était pas mon rôle, à titre de Président, de rencontrer les chefs de cabinet et les attachés politiques, rencontres que je n'ai pas fait d'ailleurs ; je suis conscient par contre que certaines personnes de la firme ont eu des rencontres avec les personnes précitées.

Signé à Québec, ce vingt-huitième jour d'avril deux mille quinze (28-04-2015).


Paul LAFLEUR

Assermenté devant moi
À Québec, ce vingt-huit avril
Deux mille quinze (28-04-2015).


Me Marc-André TOUZIN, notaire
2059, Chemin de la Canardière, # 4
Québec, QC G1J 2E7